



# Le tour des travailleurs, c'est le 9 avril

Tract PSA Saint-Ouen - 02/04/2015

*Le deuxième tour des élections départementales a confirmé le premier : les milieux populaires ont déserté les urnes, la droite en a tiré largement parti, le Front national obtient une centaine d'élus et le Parti socialiste perd la moitié des départements qu'il gérait. Valls est bien obligé cette fois de reconnaître la défaite mais annonce la poursuite de la politique antisociale qui y a conduit !*

## Le Pen et Sarkozy préparent 2017

Pas la peine d'écouter les commentateurs politiques pour comprendre que la claque infligée au PS profite aujourd'hui à tous ceux qui rêvent de revenir au pouvoir ou d'y accéder pour mener la même politique au service des riches et des patrons, avec tout ce qu'ils pourront rajouter de mesures anti-chômeurs, anti-immigrés et profondément réactionnaires. À ce petit jeu électoral, tous les travailleurs, les jeunes, les classes populaires seront perdants. Alors décidément, c'est sur un autre terrain que nous devons fourbir nos armes !

## C'est dès maintenant que le monde du travail doit riposter

De toute façon, nous n'avons pas le temps d'attendre les prochaines élections. C'est maintenant que nous bouclons les fins de mois le 20, voire le 15. C'est maintenant que les patrons dégomment les emplois par milliers tout en empochant les millions, comme à Sanofi (4 000 emplois supprimés, 4 millions pour le nouveau boss en cadeau de bienvenue...). C'est dès maintenant qu'il faut riposter.

Certains s'y sont mis, dans des entreprises aussi différentes que Radio France ou PSA Sevelnord, sur l'emploi pour la première ou les salaires pour la seconde. Mais les réactions, d'importance diverse, sont nombreuses dans bien des secteurs, fréquemment provoquées par les déclarations de bénéfices des grands groupes, de salaires mirobolants de PDG ou de dépenses fastueuses d'une direction ou d'actionnaires. Des réactions auxquelles s'ajoutent des grèves ou débrayages locaux contre les restrictions budgétaires, les suppressions et manques

d'effectifs, les trop fortes charges de travail, et bien sûr les licenciements et fermetures d'usines ou de sites : à la Poste, à la Sncf, à Radio France, dans les hôpitaux, chez les travailleurs sociaux, les douaniers, les inspecteurs du travail, les agents territoriaux, les travailleurs des équipements sportifs ou des cantines, les enseignants de collèges ou de CFA, les contrôleurs aériens.... Sans oublier la Guadeloupe, où la journée de grève générale du 26 mars a été un vrai succès, le reflet de la colère sociale contenue depuis des années.

**Contre le gouvernement  
et l'austérité,  
En grève et dans la rue le 9 avril !**

## Une première étape : toutes et tous en grève le 9 avril !

Les organisations syndicales FO, CGT, Solidaires et FSU appellent pour la première fois depuis très longtemps à une journée de grève et de manifestations interprofessionnelles contre la politique d'austérité du gouvernement, pour l'augmentation des salaires et pour le retrait de la loi Macron, qui va généraliser le travail du dimanche et casser le Code du travail afin de donner tous les droits aux patrons. Saisissons-nous de cette journée pour faire entendre la voix de celles et ceux qui n'en peuvent plus de la politique du gouvernement PS-Medef. Soyons nombreux en grève et dans la rue, pour avancer dans l'idée de faire converger toutes les luttes dispersées. Mais avec la certitude qu'une seule journée ne suffira pas pour faire reculer Valls et Hollande, que cela doit être le début d'un retour prolongé du monde du travail sur la scène sociale.



**Manif à 13h à place d'Italie, vers les Invalides**

# Ça chauffe à Sevelnord

## Entretien avec Franck Théry, secrétaire général CGT

### Comment a démarré le mouvement à Sevel ?

Cela fait déjà un moment, en réalité, que nous étions sur une campagne pour les salaires. On sait que les quatre principaux dirigeants du groupe se sont octroyé 86% d'augmentation, que le groupe a annoncé 905 millions de bénéfices, dont 14 millions sont partagés par sept membres de la direction. Sevelnord étant un laboratoire de l'accord de compétitivité, après plus de trois ans de gel des salaires, les attentes des travailleurs étaient grandes, cette fois-ci, lors de négociations. Les suppressions d'emploi et les cadences rajoutent du stress, bien entendu, mais les ouvriers, surtout, n'y arrivent plus, tant sur les chaînes qu'au niveau des fins de mois. Ici, du coup, les dossiers pour surendettement ont explosé ces dernières années. Ne rien lâcher sur les salaires, alors que tous les voyants sont au vert pour le groupe, c'était donc une véritable provocation.

### Quand la grève a-t-elle commencé ?

Le premier débrayage a eu lieu le jour de la deuxième réunion de négociation salariale, mercredi 25 mars, à 15 heures. En sortant de la rencontre, nous avons dû informer les travailleurs que c'était zéro euro d'augmentation salariale qui était annoncé, et la grève a démarré. Nous sommes partis à 300, en défilant dans les ateliers. Un certain nombre de copains ont décroché pour nous rejoindre, au fur-et-à-mesure. On a fini à 400, ce qui signifie un site quasiment à l'arrêt. Mais on ne s'est pas arrêtés là. Le mercredi après-midi la direction a annoncé une réunion le lendemain à 8h, mais, jeudi 26, elle est revenue sur sa position et a refusé tout dialogue avec la CGT. Du coup, la grève s'est renforcée au niveau des deux équipes. C'est comme ça que la direction a annoncé vouloir fermer l'usine, le vendredi 27.

### La direction a donc annoncé un lock-out pour casser le mouvement ?

Tout consistait à faire croire que la boîte serait fermée le vendredi, et ce avec l'aide des syndicats de collaboration de classe qui ont relayé l'information et ont envoyé des messages pour dire aux ouvriers de rester chez eux, le numéro vert ayant été activé en ce sens. Mais tous les grévistes ont décidé, en assemblée générale, de venir quand même le vendredi à 5h30, sur le site. Vendredi, donc, le délégué syndical central CGT du groupe PSA était présent pour porter la solidarité des travailleurs du groupe mais n'a même pas pu rentrer. De notre côté, on était 700 grévistes et l'usine était à l'arrêt. Depuis Sevel, nous nous sommes rendus sur le site UMV de Trith Saint Léger, qui



fait partie également du groupe PSA, pour faire grossir la mobilisation. Nous avons distribué un tract devant l'usine où sont produites une bonne partie des boîtes de vitesse pour PSA pour que les copains s'y mettent aussi.

### Quelles perspectives vois-tu pour la suite ?

Les salariés ont décidé de reconduire l'action le lundi 30 mars. Dès lundi, nous allons appeler à la poursuite de la grève, avec un rendez-vous devant la boîte des grévistes des deux tournées. L'idée, c'est de donner une impulsion encore plus forte au mouvement et décider en assemblée générale du développement de la lutte, des actions à mener et de réaffirmer les revendications de la CGT, qui valent pour l'ensemble des travailleuses et des travailleurs du groupe PSA, à savoir 300 euros d'augmentation, l'augmentation de toutes les primes et, dans le cas de Sevel, une prime de 1000 euros pour la production du K-Zéro.

### Il faudrait donc une lutte d'ensemble sur tout le groupe PSA ?

En effet, c'est plus que nécessaire. Nous avons tous les mêmes problèmes de salaire et ce ne sont pas des primes d'intéressement très aléatoires, qui ne nous sont versées qu'une fois, qui vont régler nos fins de mois de plus en plus difficiles. C'est bien tous les mois que le fric nous manque. Donc, pour faire céder Sevelnord comme le groupe PSA, la lutte d'ensemble doit se construire dès maintenant. La convergence des luttes est notre boussole. On ne pourra pas gagner des luttes sur les salaires ou l'emploi boîte par boîte. C'est toutes et tous ensemble qu'il faut y aller.

### Le 9 avril peut contribuer à une mobilisation des différents secteurs ?

Pour nous, le 9 avril, c'est l'occasion d'être en lutte avec les travailleurs de la Française de Mécanique, d'UMV, mais aussi d'autres usines qui ne sont pas du groupe PSA, comme Bombardier, à Crespin, où les travailleurs sont en lutte pour les salaires. Oui, le 9 avril peut être un grand moment de convergences des luttes pour l'ensemble de la région, avec un retentissement national. Ce pourrait être le début d'une contre-offensive de la classe ouvrière.